

Le pouvoir aux travailleurs

01 FEVRIER 1994

N° 16

PRIX: 50 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL:	
- TRAVAILLEURS, NE NOUS LAISSONS PAS ÉTRANGLER PAR CETTE CRIMINELLE DÉVALUATION!	2
COTE D'IVOIRE:	
- CE NE SONT PAS LES HOMMES QU'IL FAUT CHANGER MAIS LE SYSTEME.....	3 - 5
- DÉPUTÉS ET MINISTRES: ON N'EST JAMAIS MIEUX SERVI QUE PAR SOI-MEME.....	5
- FUNÉRAILLES DU VIEUX.....	5
- LE GOUVERNEMENT PARLE D'AUGMENTER LE SMIG.....	6
- 600 MILITAIRES ET UN BATEAU DE GUERRE, POURQUOI FAIRE?...	6 - 7
- UNE ESCARMOUCHE QUI EN DIT LONG.....	7
DOSSIER:	
- 70 ANS APRES LA MORT DE LÉNINE, VIVE LE LÉNINISME...	8 - 10

TRAVAILLEURS, NE NOUS LAISSONS PAS ETRANGLER PAR CETTE CRIMINELLE DEVALUATION !

La dévaluation de 50% du franc CFA décidée le 11 janvier dernier à Dakar est tombée comme un coup de machette sur la tête des travailleurs et de tous les pauvres. Car avec les hausses de prix que la dévaluation entraîne, celles notamment des produits de première nécessité qui sont passés parfois du simple au double, voire, au triple, tout se passe comme si les salaires des petites gens qui ont la "chance" d'avoir un emploi quelconque étaient divisés par deux.

En effet, peu de temps après l'annonce de la dévaluation, le prix d'un petit sac de 5 kilos de riz qui coûtait par exemple 1.500 FCFA avant la dévaluation, est passé à 2.000 F chez certains commerçants et à 2.500 F chez d'autres! Les prix des produits pharmaceutiques ont augmenté de plus de 40%. Les prix des transports sont revus aussi à la hausse. Et la Sotra ne tardera pas à suivre le mouvement général.

Du jour au lendemain, le coût de la vie a ainsi plus que doublé, alors que même avant la dévaluation nous les travailleurs avions déjà bien du mal à nous en sortir. Maintenant que notre pouvoir d'achat a baissé de moitié, comment allons-nous faire pour survivre? Comment faire pour nourrir nos familles, pour nous faire soigner, pour payer les frais de scolarité aux enfants, sans parler des transports, des loyers, de l'eau et l'électricité ? Cette situation est tout simplement invivable.

Le gouvernement prétend que cette mesure mortelle est le prix à payer pour sortir de la crise, c'est-à-dire relancer l'économie et créer des emplois. Mais il a déjà dit cela pour bloquer les salaires depuis 1982 ! C'était déjà une façon de réduire nos salaires. Cette mesure d'austérité et bien d'autres ont permis de redresser l'économie? Non, au contraire, la crise économique s'est aggravée. Et rien que ces trois dernières années, il y a eu -selon des chiffres officiels- plus de 20.000 suppressions d'emplois dans la Fonction publique.

La dévaluation aggrave encore la situation des travailleurs. D'année en année, le gouvernement nous a imposé des "sacrifices". Trop, c'est trop. Pour faire face à la vie chère, même une augmentation de 50% de salaires (comme le réclament certains syndicats) ne suffira pas. La dévaluation double automatiquement le prix de tous les produits importés. La spéculation s'en mêlant, même les produits locaux augmenteront. Il faudrait que les salaires soient pratiquement doublés, pour simplement préserver le pouvoir d'achat d'avant la dévaluation, qui avait déjà été insuffisant. Au lieu de cela, le gouvernement a récemment parlé d'une augmentation de 5 à 15%. Cela est insignifiant. De plus, cela ne concerne que les salariés des secteurs public et para-public.

Cette mesure ridicule ne suffira pas à apaiser la colère des éventuels bénéficiaires. La situation sociale aggravée par la nouvelle mesure d'austérité accroît le mécontentement de tous les pauvres. Le risque d'une explosion sociale n'échappe à personne. C'est pourquoi le gouvernement a reçu à tour de rôle des dirigeants syndicaux et des chefs religieux pour leur demander de calmer leurs partisans ou leurs fidèles en leur expliquant que la dévaluation est une mesure prise dans l'intérêt de la population.

Mais ne nous laissons pas tromper par les mensonges du gouvernement et de ceux qui sont à son service. Le simple fait que le gouvernement redoute notre colère montre que cette mesure d'austérité ainsi que les précédentes sont injustes, et que notre colère est tout à fait légitime. Aujourd'hui, pour survivre, nous n'avons pas d'autre choix que de nous défendre, comme nous avons su le faire en 1990 quand le gouvernement a voulu nous étrangler par son plan d'austérité.

**CE NE SONT PAS LES HOMMES QU'IL
FAUT CHANGER MAIS LE SYSTEME.**

Dans un article intitulé "Pourquoi nous ne croyons pas en Bédié ?", le journal "La Voie", proche du FPI, expose tout un ensemble de raisons qui, selon lui et en résumé, tendent à démontrer pourquoi il n'a pas confiance en l'actuel président, qui s'est "auto-proclamé" après la mort d'Houphouët. L'essentiel des arguments du journal se fonde sur le fait que "Bédié n'est pas l'homme du changement".

Pour étayer cette thèse, le journal rappelle le passé de l'homme. On lui reproche le fait de s'être enrichi en dilapidant les fonds de l'Etat, quand il était le ministre de l'Economie et des Finances, à tel point qu'à l'époque Houphouët a dû le renvoyer de son gouvernement. On l'accuse aussi d'être tribaliste et de ne s'entourer que des gens de son clan, notamment ceux du PDCI dominé par les Baoulé.

Ainsi donc, pour "La voie", la question de fond se résume tout simplement en l'homme, Bédié, et non autre chose. Cette thèse n'est pas nouvelle. Du temps d'Houphouët aussi le FPI et les organes de presse qui lui sont proches prétendaient que l'équipe dirigeante de l'époque était vieille, usée et qu'il fallait la remplacer par des gens neufs et jeunes, supposés, selon eux, capables de mieux gérer les affaires de l'Etat. Aujourd'hui, ils répètent la même chose en utilisant d'autres arguments et revendiquent la formation d'un gouvernement de consensus afin de procéder à des élections qui conduiraient au changement des hommes à la tête de l'Etat, le

tout accompagné de l'espoir que le FPI remportera la victoire et à la place de Bédié il y aura Gbagbo, par exemple.

Poser le problème du changement en terme d'hommes ou d'un groupe d'hommes, c'est tout simplement chercher à tromper les gens. Le problème des masses pauvres ivoiriennes n'a jamais été de savoir qui d'Houphouët, ses potentiels successeurs et leurs concurrents était ou est le meilleur. Leurs préoccupations ont pour nom exploitation, misère, maladies, dictature, etc. Et ce qui les intéresse, c'est comment faire pour se débarrasser de ces maux dont elles sont les principales victimes.

Pour cela, il ne suffit pas, comme le prétend l'opposition, le FPI notamment, de former un autre gouvernement de "transition". Aucun gouvernement de ce genre ne peut faire mieux que celui de Bédié, d'autant plus que l'ambition des politiciens de l'opposition n'est pas de s'attaquer aux bases mêmes de la dictature et des injustices, mais uniquement de profiter du pouvoir comme le fait la clique des dirigeants actuels. La formation d'un autre gouvernement de "transition" ne servira qu'à maintenir la dictature et les inégalités sous de nouvelles formes. Elle n'en changera pas la nature profonde et moins encore ne les détruira. Bien sûr, pour les prétendus démocrates de l'opposition, il y aura certainement des changements notables : ils retrouveront, pour certains,

leurs anciennes places ou, pour d'autres, des nouvelles, autour de la mangeoire gouvernementale. Mais pour les masses pauvres, il n'y aura aucun changement, car ce sera toujours la même armée, la même dictature, ses injustices et autres conséquences sociales actuelles.

Il ne suffit même pas que Bédié tombe ou soit remplacé par un autre, Gbagbo par exemple, au moyen d'un simulacre d'élections ou par un coup de force quelconque, pour qu'il y ait un véritable changement. C'est bien connu, le départ ou la chute d'un dictateur ne signifie pas forcément la fin de la dictature et moins encore une quelconque amélioration de la vie des gens. Des exemples éloquents abondent et en font la démonstration dans d'autres pays.

En Haïti, le départ du dictateur Duvalier n'a pas mis fin au règne des bandes macoutes qui continuent à tuer à leur guise. Dans les pays de l'Amérique latine, au Brésil, au Chili, en Argentine, par exemple, la fin de la dictature des militaires, suivie d'élections libres, n'a entraîné aucun changement dans les conditions de vie des populations pauvres. Les hommes politiques ont changé, mais l'ordre social est resté le même, l'exploitation, la misère, aussi, en plus des crimes de la même armée qui tue et viole comme aux temps des généraux. Plus proche de nous, il en est de même dans un pays comme le Bénin, présenté comme le modèle de la "démocratie" en Afrique, où, à la suite de l'élection de Soglo à la place de l'ancien dictateur Kérékou, le multipartisme cohabite fort bien avec l'exploitation, la misère et la corruption, mais aussi la dictature pour les masses pauvres, celles des villes comme

des campagnes, en butte aux exactions des militaires, des policiers et des douaniers.

Nulle part au monde, un simple changement des hommes au pouvoir, quelle que soit leur étiquette politique, n'a signifié une amélioration de la vie de la majorité que constituent les opprimés de la société, surtout dans des pays pauvres, comme ceux de l'Afrique où d'ailleurs presque tous les régimes ont été expérimentés, des libéraux aux prétendus "socialistes" en passant par des soi-disant progressistes, sans que la vie réelle ne change d'un iota. Car dans cette société divisée en classes où une poignée de riches vit de l'exploitation de ceux qui travaillent, produisent et créent des richesses - ouvriers comme paysans pauvres - les injustices, la dictature ne sont pas le fait ou la faute de tel ou tel homme politique. Ces derniers ne sont que les laquais, grassement payés il est vrai, d'un ordre social dominé par la bourgeoisie, celle de la Côte d'Ivoire et plus encore, par la bourgeoisie impérialiste.

Pour en finir avec le mal, c'est-à-dire l'exploitation, les injustices, les maladies, la dictature, il faut l'attaquer à la racine : il faut combattre le système lui-même et le détruire. Lutter contre tous ces maux dont souffrent les masses pauvres, c'est lutter pour la destruction de cette société basée sur la course au profit individuel, l'écrasement du plus faible par le plus fort, l'exploitation de l'écrasante majorité de la population pauvre, qui produit les richesses mais vit dans la misère, la famine et les maladies, par une minorité de parvenus.

La seule façon efficace d'en finir une fois pour toutes avec toute forme de misère, d'injustice et de dictature, c'est qu'un jour les travailleurs et l'ensemble des opprimés ivoiriens s'attaquent à l'ordre social en vigueur lui-même. Dans leur combat contre les riches, les profiteurs, de toutes les ethnies, de toutes les régions, de toutes les religions, noirs ou blancs, les exploités auront à

débarrasser le pays de cette bande de sangsues qui vivent de l'exploitation des masses pauvres, en vue de la mise en commun des richesses au profit de l'ensemble de la population pour enfin arracher les racines de l'oppression, de la domination des uns par les autres, source des inégalités, de la dictature et de toutes les violences engendrées par le système actuel.

**DEPUTES ET MINISTRES:
ON N'EST JAMAIS MIEUX SERVI
QUE PAR SOI-MEME**

Tout le monde se souvient des augmentations de salaires de 100 % que s'étaient octroyés les tenants du pouvoir. Aujourd'hui on comprend mieux pourquoi cette brusque augmentation. En effet, ils savaient qu'avec la dévaluation leur salaire allait être dévalorisé. Eux, ils ont pris leurs précautions !

Pourtant, même dévalorisés, leurs salaires seraient restés confortables, suffisants pour faire vivre plusieurs, voire, plusieurs dizaines de familles ouvrières. Ces gens-là ont pourtant le cynisme de nous dire d'accepter la diminution de notre pouvoir d'achat sans rien dire.

FUNERAILLES DU "VIEUX"

Beaucoup de bourgeois des pays impérialistes, surtout de la France tels que les Boloré, les Bouygues, ainsi que leurs serviteurs tels les Mitterrand, Giscard, Chirac, Fabius, Rocard, etc, se déplaceront à Yamoussoukro pour les funérailles de Houphouët.

sait que Houphouët était un fidèle valet de l'impérialisme français. Il leur a permis de piller le pays comme pendant la colonisation.

Les 10 milliards qu'aurait demandés Bédié à la France pour l'enterrement sont en quelque sorte un pourboire pour services rendus.

Cela se comprend quand on

**LE GOUVERNEMENT PARLE
D'AUGMENTER LE SMIG**

Quelle hypocrisie! Quel directeur d'usine respecte-t-il aujourd'hui ne serait-ce que le SMIG ? Selon la loi le salaire minimum que doit payer un patron à son employé c'est le SMIG. Mais est-ce que les patrons respectent la loi? Est-ce que la loi est faite pour empêcher les patrons de s'enrichir sur le dos des travailleurs? Combien sont aujourd'hui les travailleurs dans les usines qui n'ont même pas un contrat après plusieurs mois sinon plusieurs années de

travail?

Alors, parler aujourd'hui du SMIG ou de son augmentation, c'est se moquer des travailleurs.

Mais ce n'est pas grave, les riches ne tarderont pas à comprendre que les travailleurs ne sont pas des mendiants à qui on lance une pièce. Et ce n'est certainement pas leur prétendue loi qui les protégera à leur tour de la colère des pauvres.

"600 MILITAIRES" ET UN BATEAU DE GUERRE, POURQUOI FAIRE?

La France aurait envoyé un bateau de guerre et 600 militaires, en plus des soldats (environ 350) de la 43ème Bim déjà sur place.

Les riches craignent-t-ils une révolte des pauvres telle que leurs forces armées locales ne suffiraient pas à les réprimer?

Ou bien craignent-ils que les soldats locaux se retournent contre les riches pour choisir le camp des pauvres? Après tout qui sont ces soldats sinon dans leur grande majorité des fils de pauvres eux-mêmes! Ne sont-t-ils pas sûr de leur loyauté?

C'est pourtant à cela que les riches se préparent. Quand leurs intérêts, leurs richesses amassés grâce à l'exploitation des travailleurs sont menacés,

ils n'hésitent pas à tuer. Mais leur problème est que les gens qu'ils payent pour réprimer les pauvres sont eux-mêmes issus de la classe pauvre.

Et puis ces soldats eux-mêmes ne sont-ils pas commandés par leurs supérieurs qui sont grassement payés et qui les méprisent? Ne sont-ils pas eux aussi pénalisés par la dévaluation?

Alors, les riches peuvent faire ce qu'ils veulent pour se protéger de la colère des pauvres. Ils savent que la vraie force, celle qui est imbattable ce sont les pauvres qui l'ont.

Mais cette force extraordinaire que représentent les travailleurs n'en est une ou n'en sera une que si les pauvres

prennent conscience:

- Qu'ils ne forment à eux tous, quels que soient leur ethnie, leur religion, leur pays, leur race, qu'une seule classe et une seule, la classe des pauvres.

- Que tous unis, aucune force des riches ne peut résister à leur force collective.

- Que sans leur travail toute l'économie de la bourgeoisie tombe paralysé.

- Qu'ils constituent la seule classe révolutionnaire qui a intérêt au renversement de la bourgeoisie, au renversement du système capitaliste à l'échelle mondiale, pour bâtir une autre société, la société communiste.

UNE ESCARMOUCHE QUI EN DIT LONG

Le 22 janvier dernier, des milliers de partisans de l'ex-premier ministre Alassane Ouattara sont partis à l'aéroport de Port-Bouët accueillir celui-ci qui rentrait de Paris où il avait passé un séjour de trois semaines.

Mais ils n'ont pas pu recevoir leur chef comme ils l'auraient voulu. Ils ont été dispersés sans ménagement par les forces de l'ordre qui n'ont pas hésité à utiliser des gaz lacrymogènes.

Ceci est un nouvel épisode de la rivalité qui oppose l'ex-premier ministre au successeur d'Houphouët-Boigny. Henri Konan Bédié, à peine installé dans son fauteuil présidentiel, n'est pas encore sûr de son pouvoir. Comme tous les dictateurs, il a peur de toute manifestation ou rassemblement de peur que cela ne dégénère en désordre.

De plus, selon la constitution, il devrait terminer son mandat présidentiel l'année prochaine et procéder à

l'organisation des élections présidentielles. Il cherche donc à accroître sa popularité tout en diminuant celle de son rival. Réduire celui-ci au silence peut être un moyen tentant pour arriver à une telle fin.

Seulement, en réprimant leurs adversaires, ceux qui ont le pouvoir provoquent parfois l'effet inverse de ce qu'ils veulent obtenir. C'est ainsi qu'en faisant intervenir sa soldatesque, Konan Bédié a donné une dimension à la fois nationale et internationale à une affaire banale qui aurait pu rester limitée à une fraction du PDCI. Cette affaire montre aussi à quel point le parti au pouvoir est divisé.

Il s'agit, dans l'apparence, d'une rivalité entre deux hommes qui sont tous les deux au service des riches. Mais derrière cette rivalité personnelle se profile la menace d'une rivalité ethniste ou régionaliste que ces hommes sont capables de raviver ou de créer pour assouvir leurs ambitions.

70 ANS APRES LA MORT DE LENINE, VIVE LE LENINISME

Lénine est connu comme le dirigeant du parti qui mène à la victoire la révolution prolétarienne en Russie en octobre 1917. Il est le symbole du premier Etat ouvrier de l'histoire, de la première tentative réussie de la classe ouvrière d'abattre le système capitaliste à l'intérieur d'un vaste territoire. 70 ans après sa mort, ses idées font encore peur aux dirigeants de ce monde car elles sont profondément attaché à la lutte contre le système capitaliste.

Les dirigeants bureaucrates qui ont succédé Lénine à la tête de l'URSS, à commencer par Staline ont tout fait pour trahir les idées de Lénine en présentant leur régime dictatorial comme l'émanation du léninisme et en tuant, en réprimant tous ceux qui ont osé lutter contre leur trahison.

Mais les idées de Lénine n'avaient rien à voir avec ceux qui de la tête de l'URSS se prétendaient en être les héritiers. Les dirigeants de ce monde capitaliste voudraient bien enterrer définitivement le marxisme. Ils le voudraient d'autant plus que leur système en crise, risque d'entraîner de nouvelles révolutions comme celle que Lénine a dirigé en 1917 en Russie. Mais ce n'est pas parce qu'ils le veulent que le marxisme et le léninisme sont morts. A l'occasion de l'anniversaire de sa disparition en 1924 on peut rappeler ici ce que fut la vie de ce révolutionnaire prolétarien.

Le choix du marxisme

Après plusieurs années de prison, puis de déportation, Lénine s'associa à l'étranger avec Plékanov qui avait introduit le marxisme en Russie, ainsi qu'avec d'autres intellectuels déportés. Ils animaient l'"Iskra" (l'Étincelle), qui sera la principale publication des sociaux-démocrates russes.

Mais avec le développement des luttes ouvrières au début de ce siècle, la social-démocratie devait sortir des milieux intellectuels pour entreprendre la conquête de l'avant-garde prolétarienne.

La construction du parti révolutionnaire

Dans ces périodes une tendance se constitua au sein du parti social-démocrate russe (POSDR). Les militants regroupés autour de Lénine avaient acquis la conviction que c'est le prolétariat russe, bien que jeune et minoritaire (moins de 10% de la population) qui pouvait non seulement abattre le régime tsariste, mais prendre la direction du combat pour les transformations indispensables pour l'ensemble de la société. Cette fraction prit le nom de "bolchevik" (majoritaire) à la suite d'un congrès où ils se sont constitués en fraction. Ces militants étaient convaincus que le prolétariat ne pouvait réaliser un programme aussi ambitieux qu'à la condition de disposer d'une organisation rigoureuse et disciplinée. Les militants bolcheviks devaient être capables d'organiser y

compris dans les pires conditions de la clandestinité les travailleurs. Pour cela, ils se devaient d'être profondément liés et dévoués à ceux-ci. Une telle tâche ne pouvait être accomplie que par des révolutionnaires professionnels.

La révolution russe

Dans la plupart des pays d'Europe occidentale, les régimes autocratiques avaient été remplacés depuis plus ou moins longtemps et de façon plus ou moins complète par des démocraties parlementaires qui convenaient mieux à la classe bourgeoise bien établie, puissante et riche de ces pays..

Cette évolution politique a été rendue possible par le fait que, dans ces pays, qui avaient été les premiers à s'engager sur la voie du développement capitaliste dans un monde encore féodal, ce développement avait transformé la société, donnant une impulsion considérable aux forces productives et par la même occasion, au prolétariat. Et la bourgeoisie, force montante de la société à l'époque, était capable de reprendre à son compte les révolutions populaires - comme la révolution française de 1789 - dont l'énergie démolissait l'ordre social féodal. En Russie, de telles transformations n'avaient pas encore eu lieu. C'était un des pays les plus sous-développés d'Europe.

Pour une bonne partie du mouvement socialiste de l'époque, il s'en suivait que, en Russie, c'était la révolution bourgeoise qui était à l'ordre du jour. C'est la bourgeoisie qui devait en être le moteur. Pour eux, le rôle du prolétariat devait se limiter à aider la bourgeoisie s'emparer du pouvoir politique, enfin que cette dernière profite

de sa victoire sur l'ordre féodal pour déployer l'énergie et l'esprit d'entreprise dont il avait fait preuve dans les vieux pays capitalistes et développe l'économie ainsi que le prolétariat afin que ce dernier soit un jour plus lointain assez fort pour relayer la bourgeoisie, cette fois au nom de sa propre conception communiste de l'avenir.

Mais les premiers mois de la révolution russe, commencée en février 1917 ont montré que la bourgeoisie était incapable d'être le moteur de la révolution. Elle était incapable de pousser la révolution même seulement jusqu'à la réalisation de changements indispensables pour un développement capitaliste de la Russie (comme par exemple la suppression de la grande propriété féodale et la distribution de la terre aux paysans). Les forces politiques de la bourgeoisie, jusqu'à et y compris celles qui se prétendaient socialistes - comme les mencheviks ou les socialistes révolutionnaires - se révélèrent couardes devant les réformes les plus modérées. Elles finirent par se jeter dans les bras de généraux réactionnaires, partisans pourtant du rétablissement du tsarisme et de la domination de l'aristocratie foncière, tant était grande leur crainte du prolétariat.

Ainsi donc, il devenait claire que la révolution ne pouvait pas s'arrêter à mi-chemin, sous peine de tout perdre. Il n'y avait qu'une alternative: ou bien le prolétariat prenait en main la direction de la révolution ou la contre-révolution l'emportait. Et la révolution, sous la direction du prolétariat, ne pouvait pas ne pas se heurter à

la bourgeoisie, à la propriété capitaliste.

Quelques révolutionnaires - comme Trotsky - avaient depuis longtemps pressenti cette dynamique-là de la révolution russe à venir. (c'est ce qui était entré dans le langage révolutionnaire sous le nom de "révolution permanente")

Mais c'est l'existence du parti bolchevik, seul à ne pas se mettre à la remorque de la bourgeoisie, fort d'un capital politique acquis dans la lutte pour l'indépendance de la classe ouvrière et de militants trempés capables de le propager dans les masses ouvrières; qui a permis au prolétariat d'aller jusqu'au bout. C'est grâce au parti bolchevik que les "soviets", ces conseils ouvriers surgis d'abord de la révolution de 1905, puis de février 1917, représentant la masse des prolétaires, ont eu la volonté et la capacité de s'emparer du pouvoir politique en octobre 1917.

Vers la révolution mondiale

Pour Lénine et ses compagnons, la révolution russe n'était pas un but mais un commencement. Ils étaient marxistes et donc savaient que le combat du prolétariat se situe dans une perspective internationale. Ils savaient que le capitalisme ne pouvait être définitivement détruit qu'à l'échelle du monde. Ils savaient que la mise en commun des richesses de l'humanité, inégalement réparties, était indispensable pour assurer à l'humanité un nouvel essor de la production grâce à la suppression de la propriété privée et grâce à la planification. Il fallait par conséquent construire le parti mondial de la Révolution.

L'Internationale Communiste (IC) tenta sous la direction de Lénine et aussi de Trotski d'exporter la révolution russe dans le monde entier.

L'isolement de la révolution russe

Malgré les efforts de Lénine, le mouvement révolutionnaire de l'après-guerre, en particulier la révolution allemande, ont échoué et la Russie soviétique s'est trouvée isolée. Déjà avant la mort de Lénine, les premiers signes de la gangrène bureaucratique commençaient à ronger le corps de l'Etat prolétarien. La maladie l'empêcha d'avoir le temps de poursuivre son dernier combat: celui qu'il livra contre les déformations bureaucratiques.

Lénine fut paralysé des suites des blessures d'un attentat et mourut le 21 janvier 1924. Staline, à la tête de la bureaucratie soviétique a fait embaumer la dépouille de Lénine, et l'exposer aux touristes. C'était pour mieux trahir ses idées et tromper les travailleurs du monde entier.

Les dirigeants actuels de la Russie qui ont décidé de réinstaurer le capitalisme sont en train d'enterrer le cadavre momifié de Lénine. Il faut croire que même à l'état de momie, Lénine leur fait encore peur. La peur du prolétariat au-delà de celui qui incarna son combat. Mais le marxisme et le léninisme sont toujours vivants car le capitalisme reste toujours à abattre et qu'en conséquence, le prolétariat a toujours besoin de ces idées pour comprendre les ressorts de la société capitaliste afin de pouvoir la détruire.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.